

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 22 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS Centre Ouest

Centre du Mans - Route de Paris
BP 51
72470 Champagné

Références : EC-2025-342-INSP-COLAS-Champagné-RAP

Code AIOT : 0006306759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement COLAS Centre Ouest implanté La Sapinière de l'Etang 72470 Champagné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS Centre Ouest
- La Sapinière de l'Etang 72470 Champagné
- Code AIOT : 0006306759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COLAS exploite une installation de stockage de déchets non dangereux comprenant uniquement des casiers dédiés aux déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article Annexe I - III	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de déchets admis sur l'installation	Arrêté Préfectoral du 17/05/2023, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article Annexe I - III	Sans objet
4	Contrôle lors de l'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article Annexe I - 3.8	Sans objet
5	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle, aucune non-conformité majeure n'a été constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets admis sur l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2023, article 2		
Thème(s) : Situation administrative, Quantité de déchets admis sur l'installation		
Prescription contrôlée : L'installation a été autorisée par : - un AP du 16/07/2010 : 2 000 m ³ max/an, 1 500 m ³ /an en moyenne, durée 13 ans, volume disponible initial de 19 000 m ³ - un donné acte en 2019 : réhausse de 1,5m, 3,7 ans supplémentaires, maintien du volume de 19 000 m ³ - un AP du 17/05/2023 : réhausse de 3,5m , 10 ans supplémentaires, maintien du volume de 19 000 m ³		
Constats : Le dernier arrêté préfectoral du 17/05/2023 autorise une réhausse de 3,5 m pour une durée de 10 ans. Le volume moyen et maximal d'exploitation du site respectivement limité à 1 500 m ³ /an en moyenne et 2 000 m ³ max/an n'a pas été respecté tous les ans, sans toutefois que le volume maximal autorisé n'ait été dépassé. L'exploitant a fait part de sa difficulté à raisonner en volume, les densités des apports amiantés pouvant aller de 0,4 pour les tuyaux à 2 pour les agrégats d'enrobés. Le tableau ci-dessous indique les tonnages depuis le début de l'exploitation de l'installation de stockage. L'extraction du registre sur Trackdéchets permet de suivre le tonnage des apports industriels et le logiciel ZEPHIR utilisé par l'exploitant permet de voir les apports de particuliers. Lors des années 2022, 2023 et 2024, la quantité enfouie a été beaucoup plus importante que les autres années, l'exploitant ayant répondu à des gros marchés d'agrégats d'enrobés.		
Année	Tonnage accepté (en tonnes)	Tonnage cumulé (en tonnes)
2010	1,64	1,64

2011	213,05	413,64
2012	198,95	413,64
2013	1506,33	1919,97
2014	585,38	2505,35
2015	567,04	3072,39
2016	647,8	3720,19
2017	1337,95	5058,14
2018	1303,31	6361,45
2019	764,54	7125,99
2020	373,61	7499,6
2021	1303,96	8803,56
2022	5818,3	14621,86
2023	4149,55	18771,41
2024	3420,635	22192,045
Au 13/02/2025	691,32	22883,365

L'exploitant est donc proche du seuil IED fixé à 25 000 tonnes de capacité de stockage (rubrique 3540). Il est tenu d'assurer de ne pas dépasser ce seuil. Au 13/02/2025, la capacité restante était de 2116 tonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un suivi régulier et précis des tonnages entrants devra être effectué par l'exploitant afin de s'assurer de ne pas dépasser le seuil des 25 000 tonnes. S'il souhaite dépasser le seuil 25 000 tonnes, un dossier de demande d'autorisation devra être déposé préalablement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article Annexe I - III

Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable d'admission

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur

des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant nous a présenté les documents préalables à l'admission des déchets sur son site. Le certificat d'acceptation n°56/2025 a été consulté. Il est correctement renseigné et signé par les différentes parties intervenantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article Annexe I - III

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets d'enrobés bitumeux

Prescription contrôlée :

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumeux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats sont indiqués sur le document préalable.

Constats :

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumeux, l'exploitant nous a indiqué que des analyses sont effectuées pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une analyse. Les résultats de ces analyses ne sont pas reportés sur le document préalable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de nous fournir une analyse réalisée sur des enrobés bitumeux. Le document d'acceptation préalable devra être modifié afin de préciser le résultat de cette analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Contrôle lors de l'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2010, article Annexe I - 3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des documents

Prescription contrôlée :

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Constats :

Lors de l'admission des déchets, le BSD est présenté. La personne présente au pont bascule renseigne le tonnage sur Trackdéchets et la date de prise en charge du déchet. Le BSDA n°BSDA-20250701-ZZQ1YRMMR a été consulté. Le numéro de CAP n°56/2025 y est reporté et il est correctement renseigné.

Pour les particuliers, les apports se font sur RDV. L'exploitant propose à la vente les emballages adéquats. Un bordereau de suivi de déchets papier est renseigné par l'exploitant, Trackdéchets ne permettant pas de faire un BSD en ligne pour des particuliers qui transportent eux-mêmes l'amiante jusqu'à l'installation de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Autre, Déclaration GERE

Prescription contrôlée :

III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.

Constats :

La déclaration GERE pour l'année 2023 n'a pas été effectuée.

Suite à des échanges fin juin 2025, l'exploitant a renseigné sa déclaration GERE le 08/07/2025 pour 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant que la déclaration GERE doit être réalisée tous les ans.

Type de suites proposées : Sans suite